

GPS&O. Budget 2017 : toujours en phase de transition

On savait que le lancement de la communauté urbaine GPS&O serait long et compliqué. Le budget 2017 voté jeudi soir, le second depuis la fusion des six intercommunalités de la vallée de la Seine, a montré une fois de plus combien il est difficile de mettre en marche cette grosse structure rassemblant plus de 400 000 habitants.

Le budget 2016 était un budget de transition, ce sera aussi le cas de celui de 2017. « Il est plus abouti que le premier, mais il reste un certain nombre de dossiers sur lesquelles nous devons mener des réflexions notamment sur la taxe d'habitation et sur la politique d'abattements », a souligné Dominique Pierret, le maire de Drocourt, vice-président de la CU en charge des finances. Et ça ne sera pas une mince affaire tant les modalités d'abattement diffèrent d'une commune à une autre.

Pour ce qui est des taux des impôts directs, la taxe d'habitation reste inchangée à 7,62 % et devrait produire une recette estimée à 49,72M€, alors que la contribution foncière des entre-



Philippe Tautou veut lancer une politique d'économie.

prises augmentera légèrement passant de 24,36 % à 25,27 % pour un produit escompté de 52,50 M€. La fiscalité sur les ordures ménagères fera rentrer 38,1 M€ dans les caisses.

Globalement le budget de GPS&O s'élève à 352 M€ répartis de la façon suivante : 266 M€ consacrés aux dépenses de fonctionnement et 86 M€ à l'investissement.

Epargne nulle

Pour faire face à ses besoins la communauté urbaine prévoit de lancer un emprunt de 45 M€. Mais au regard de la dette actuelle et vu les taux de crédit ce n'est pas un souci. En revanche, ce qui est plus préoccupant,

c'est la faible capacité à dégager de l'épargne brute : 15, M€ ramené à 11 M€ en épargne nette. Aurait-on accouché d'une grosse CU pauvre, empêchée par ses faibles moyens d'avoir un politique d'aménagement, de développement économique et d'amélioration du cadre de vie au niveau des ambitions affichées ?

En tout cas, Dominique Pierret et le président Tautou l'ont martelé à plusieurs reprises durant le débat : « Le taux d'épargne est nul ». Philippe Tautou n'y est pas allé par quatre chemins : « Nous devons trouver des économies qui nous permettront d'augmenter notre capacité d'autofinance-

ment. Nous aurons des choix difficiles à faire », affirme-t-il en ajoutant : « Nos habitudes de fonctionnement seront remises en cause. Quand chacun d'entre vous vient me proposer d'investir je dis oui, mais avec quels moyens et quelle politique d'endettement ».

Denis Faist du groupe ISO aura peut-être une piste à proposer pour réduire les dépenses : le cumul des études et audits en tout genre s'élève à 14 millions d'euros les frais de réceptions, eux passent à 425 000 euros (520 % d'augmentation). Les honoraires augmentent de plus d'un million d'euros sans oublier les subventions aux associations et personnes de droit privé qui grimpent de 1,5 M€.

S'il ne doute pas de la nécessité d'être accompagné sur des « sujets complexes », il estime qu'en mettant à profit les compétences internes de la CU on pourrait éviter certaines dépenses.

Principalement opposé au pacte fiscal, plusieurs groupes n'ont pas voté le budget. Il a été adopté par 75 voix pour 39 contre et 10 abstentions.

F.C.

Le SIDRU, un risque pour GPS&O ?

Le SIDRU syndicat intercommunal pour la destruction des résidus urbains (Achères, Saint-Germain Andrésy, Verneuil et toutes les communes de l'ancienne CA2RS) s'est invité dans le débat sur le budget. Les finances du SIDRU sont empoisonnées par des emprunts toxiques. Plusieurs élus ont découvert, a posteriori, cette situation et ils craignent qu'elles ne pèsent sur les finances de GPS&O. Cyril Nauth (FN), le maire de Mantes-la-Ville, a évoqué le risque d'une « note salée ». « Si les élus avaient eu connaissance du fait que ce dossier pourrait impacter GPS&O, je ne suis pas sûr qu'il aurait fait le choix d'entrer dans une communauté urbaine », a-t-il souligné.

Jean-Frédéric Berçot, élu de Poissy, président du SIDRU depuis 2014 qui a hérité d'une situation antérieure (les produits financiers toxiques ayant été introduits dans la dette entre 2005 et 2006) s'est voulu rassurant. Il estime que l'on agite le chiffon rouge au sein de GPS&O pour des raisons politiques. Il est par ailleurs en conflit avec le maire de Poissy,

Karl Olive (LR).

Jeudi soir, il a affirmé que GPS&O ne sera pas mis à contribution. « La dette s'élève à 9,2 M€. Il reste deux échéances de crédit-bail en 2017 et 2018 pour un montant de 7,7 M€. Ces sommes sont budgétisées. La soulte de fin de crédit-bail représente 8,5 M€ financés par un emprunt contracté auprès de la Société Générale à 1,63 % sur 15 ans. Pour ce qui est de notre condamnation à 20 M€ (NDLR : le Sidru a perdu contre la DEPFA, ancienne filière d'une banque allemande basée à Dublin en Irlande à l'origine des emprunts toxiques), nous allons utiliser notre provision pour risque de 8,5 M€. Nous sommes en cours de négociation avec le ministère du budget et la préfecture pour trouver un financement complémentaire de 11,5 M€. Enfin les prévisions budgétaires du syndicat font apparaître, des excédants annuels de 4 à 5 M€ à partir de 2019 », résume Jean-Frédéric Berçot. Pas sûr que cela suffise à rassurer les élus.

F.C.